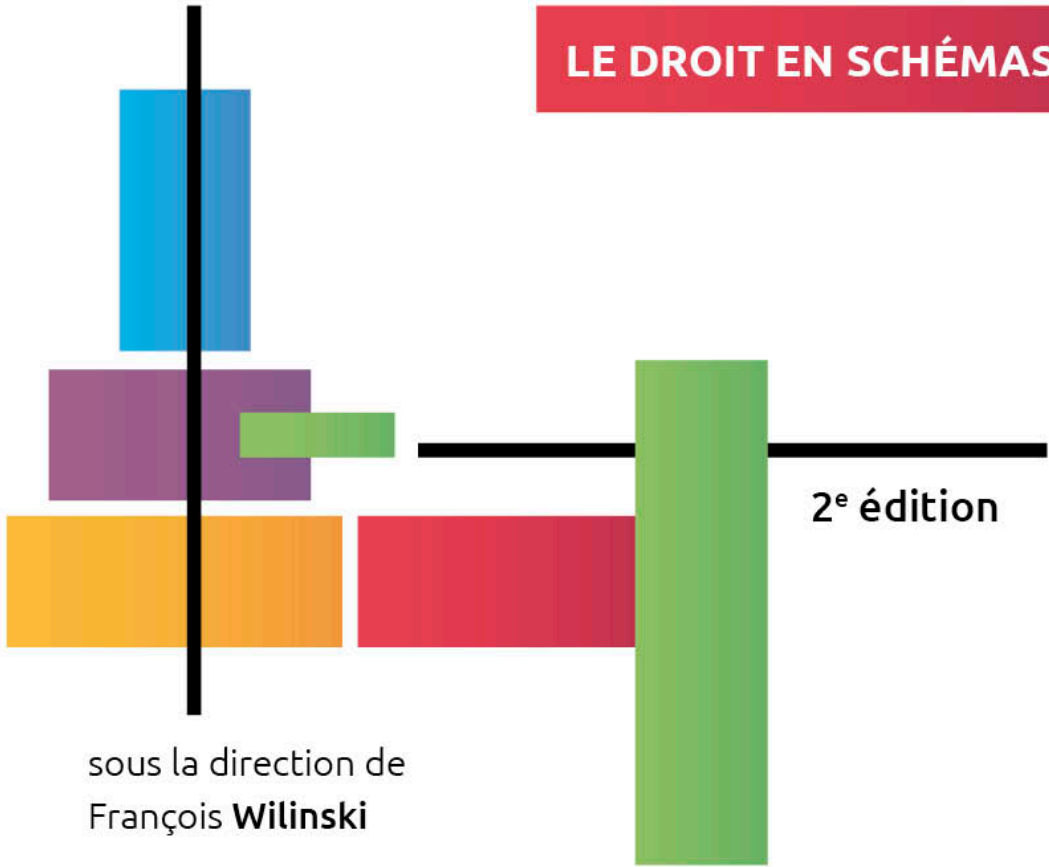


LE DROIT EN SCHÉMAS



2^e édition

sous la direction de
François **Wilinski**

Le droit public en schémas

ellipses

Table des matières

Sommaire	3
Préface de la 1 ^{re} édition	5
Pourquoi un droit public en schémas ?	5
Avant-propos	7
Partie 1 : Les acteurs et institutions de droit public	9
Titre 1. Les régimes politiques	10
Chapitre 1. La souveraineté	10
Section 1. L'État et la souveraineté	10
Section 2. La souveraineté dans l'État	12
Section 3. La souveraineté de l'État	14
Chapitre 2. La séparation des pouvoirs	16
Section 1. Le principe	16
Section 2. Régime présidentiel et séparation stricte des pouvoirs	18
Section 3. Régime parlementaire et séparation souple des pouvoirs	20
Chapitre 3. La démocratie	22
Section 1. La démocratie représentative	22
Section 2. Les démocraties populaires	24
Section 3. Les régimes totalitaires	26
Section 4. Les régimes religieux	28
Chapitre 4. Les élections	30
Section 1. Les caractéristiques des différents modes de scrutin	30
A. Le scrutin uninominal et le scrutin de liste	30
B. Le scrutin majoritaire	30
C. La représentation proportionnelle	32
Section 2. Le référendum	34
Titre 2. L'État	36
Chapitre 1. Les éléments constitutifs de l'État	36
Section 1. Le territoire de l'État	36
Section 2. La population de l'État	38
Section 3. L'organisation du pouvoir politique	40

Chapitre 2. Les différentes formes d'État	42
Section 1. L'État unitaire	42
Section 2. L'État fédéral	44
Section 3. Le système confédéral	46
Chapitre 3. Les pouvoirs au sein de l'État	48
Section 1. Le pouvoir exécutif	48
§1. Les fonctions du pouvoir exécutif	48
A. Fonction administrative.....	48
B. Fonction normative	48
§2. Les formes du pouvoir exécutif	48
A. Monocéphale	48
B. Bicéphale.....	48
Section 2. Le pouvoir législatif	50
§1. Exercé directement par le peuple	50
§2. Exercé indirectement par les représentants du peuple	50
A. Fonctions de la représentation	50
B. Formes de la représentation	50
Section 3. Le pouvoir judiciaire	52
§1. Les fonctions du pouvoir judiciaire	52
§2. L'organisation du pouvoir judiciaire	52
A. Indépendance du pouvoir judiciaire	52
B. Composition des juridictions	52
Chapitre 4. Les organes de l'État.....	54
Section 1. Le Chef de l'État	54
§1. Les différents chefs d'État	54
A. Les chefs d'État élus	54
B. Les chefs d'État héréditaires	54
§2. La désignation du Chef de l'État	56
A. Chefs d'État élus	56
B. Chefs d'État non élus	56
§3. Les pouvoirs du Chef de l'État	58
A. Les chefs d'État aux pouvoirs faibles.....	58
B. Les chefs d'État aux pouvoirs forts	58
Section 2. Le Chef du Gouvernement et le Gouvernement	60
§1. Le Chef du Gouvernement	60
A. Dans un pouvoir exécutif moniste	60
B. Dans un pouvoir exécutif dualiste	60
§2. Les membres du Gouvernement	62
A. Le statut des membres du gouvernement.....	62
B. Les fonctions des membres du gouvernement	62

Section 3. Le Parlement.....	64
§1. Le bicamérisme.....	64
A. Le bicamérisme	64
B. Les bicamérismes	64
§2. La chambre basse	66
A. Représentation	66
B. Pouvoirs	66
§3. La chambre haute	68
A. Représentation	68
B. Pouvoirs	68
Titre 3. Les collectivités territoriales décentralisées	70
Chapitre 1. Les communes	70
Section 1. Définition et évolutions des communes dans le temps	70
A. Histoire	70
B. Vers la réduction du nombre de communes?	70
Section 2. Organes et compétences des communes	72
A. Le conseil municipal	72
Chapitre 2. Les intercommunalités	74
Section 1. Les établissements publics de coopération intercommunale.....	74
Section 2. Les syndicats intercommunaux à vocations multiples.....	76
Section 3. Les métropoles depuis 2015	78
Section 4. Les communautés urbaines	80
Chapitre 3. Les départements	82
Section 1. Définitions et évolutions	82
Section 2. Les compétences départementales.....	84
Section 3. Les organes du département	86
Chapitre 4. Les régions	88
Section 1. Définitions et évolutions des régions dans le temps.....	88
Section 2. Les compétences régionales	90
Section 3. Les organes de la région	92
Chapitre 5. Les collectivités territoriales spéciales	94
Section 1. Les collectivités, départements et régions d'outre-mer	94
Section 2. La Corse	96
Section 3. Les collectivités à statut spécifique	98
Chapitre 6. Les établissements publics et autorités administratives indépendantes	100
Section 1. Les établissements publics	100
§1. La notion d'établissement public	100
§2. Les différentes catégories d'établissements publics	102
Section 2. Les autorités administratives indépendantes.....	104
§1. Historique des autorités administratives indépendantes	104
§2. Le Défenseur des droits	106

Titre 4. Droit de l'Union européenne	108
Chapitre 1. Présentation générale	108
Section 1. Les grandes étapes de la construction européenne.....	108
A. Les débuts fondateurs	108
B. La relance et Maastricht	108
C. De l'élargissement à l'est au traité de Lisbonne	108
Section 2. L'architecture de l'Union européenne	110
A. Du traité de Maastricht au traité de Lisbonne	110
B. Spécificités de l'Union européenne	110
Chapitre 2. Les organes de l'Union européenne	112
Section 1. La Commission.....	112
A. Organisation	112
B. Fonctions	112
Section 2. Le Conseil	114
A. Le Conseil des ministres de l'Union européenne	114
B. Le Conseil européen	114
Section 3. Le Parlement européen	116
A. Organisation	116
B. Compétences	116
Chapitre 3. Les sources du droit de l'Union européenne	118
Section 1. Le droit des traités	118
A. Le droit primaire	118
B. Droit suprême d'un ordre juridique propre	118
Section 2. Le droit dérivé	120
A. Les actes de la nomenclature officielle	120
B. Les actes hors nomenclature	120
Section 3. La jurisprudence de la CJUE.....	122
A. Effet direct	122
B. Primauté	122
C. Marché commun.....	122
D. Droits fondamentaux	122

Partie 2 : Les prérogatives des acteurs publics 125

Titre 1. Les activités publiques	126
Chapitre 1. Les activités de police	126
Section 1. La qualification jurisprudentielle des activités	126
§1. Les buts de la police administrative sont-ils objectifs ou subjectifs?	126
A. Variation de l'ordre public selon le régime politique	128
B. Variation de l'ordre public avec le temps	128
C. Variation de l'ordre public au gré des circonstances locales	130
D. Variation de l'ordre public en termes de dignité de la personne humaine	130
§2. La distinction entre la police administrative et la police judiciaire	132

Section 2. La distinction des autorités et des pouvoirs de police administrative	134
§1. La police générale et le juge administratif	134
A. Les autorités de police générale	134
B. Les concours de police générale	134
§2. Les polices spéciales	136
A. Qualification textuelle des polices spéciales	136
B. La régulation juridictionnelle des concours	136
Section 3. Le contrôle juridictionnel de la police administrative	138
§1. Les principes du contrôle juridictionnel	138
A. Le contrôle classique de la légalité	138
B. Les mesures interdites	138
C. La subordination de la légalité des mesures à leur nécessité	138
§2. L'efficacité des différentes procédures de contrôle juridictionnel des mesures de police	140
A. Les difficultés d'application des mesures de police interdites par principe	140
B. La tardiveté du contrôle	140
Chapitre 2. Les activités de service public.....	142
Section 1. La notion jurisprudentielle de service public	142
§1. Le but d'intérêt général	142
§2. Le rattachement à une personne publique	142
§3. Le régime juridique de droit public	142
Section 2. La distinction des services publics particuliers	144
§1. Identification des services publics industriels et commerciaux	144
§2. Le régime juridique hybride des services publics industriels et commerciaux	146
A. La part publique du régime des services publics industriels et commerciaux	146
B. La part de droit privé du régime des services publics industriels et commerciaux	146
Section 3. Les principes du service public.....	148
§1. Le principe de mutabilité.....	148
§2. Le principe de continuité.....	148
§3. Le principe d'égalité.....	148
§4. Le principe de neutralité et de laïcité	148
Titre 2. Les moyens juridiques	150
Chapitre 1. Les actes administratifs unilatéraux	150
Section 1. La définition jurisprudentielle des actes	150
§1. La dilution du critère organique	152
§2. La classification des actes administratifs unilatéraux	154
A. La distinction entre décisions explicites et implicites.....	154
B. La distinction entre les actes réglementaires et les actes individuels.....	154
C. La distinction entre les actes susceptibles ou insusceptibles de recours	156
Section 2. Le régime des actes unilatéraux	158
§1. La naissance des actes administratifs	158
A. La distinction jurisprudentielle de la « compétence liée » et du « pouvoir discrétionnaire »	158
B. La motivation des actes administratifs et la jurisprudence	158
§2. L'existence des actes administratifs	162
§3. La disparition des actes administratifs.....	164
A. L'abrogation des actes administratifs.....	164
B. Le retrait et l'abrogation des actes administratifs	166

Chapitre 2. Les contrats de l'Administration	168
Section 1. Les critères jurisprudentiels du contrat administratif	168
§1. Le maintien malgré sa dilution de l'élément organique.....	170
A. L'élément organique nécessaire au contrat administratif	170
B. L'élément organique, occulté par la théorie du mandat	170
C. Le maintien de l'élément organique comme présomption.....	170
§2. Les critères finalistes et matériels.....	172
A. Le critère finaliste	172
B. Le critère matériel	172
§3. La détermination des contrats à raison de leur régime juridique	174
Section 2. Le régime juridique des contrats administratifs.....	176
§1. Les droits de l'Administration	176
§2. Les droits du cocontractant	178
A. Le fait du Prince	178
B. La théorie de l'imprévision	178
§3. Les droits des tiers au contrat – Le contentieux contractuel	180
Titre 3. Les moyens humains et matériels	182
Chapitre 1. Les personnels de l'Administration.....	182
Section 1. Les différents agents publics.....	182
§ 1. Le principe: les agents publics titulaires (fonctionnaires)	182
§ 2. L'exception: les agents publics non-titulaires	182
Section 2. Le statut du fonctionnaire public	184
§1. Droits des fonctionnaires	184
A. Droits liés aux fonctions	184
B. Droits et libertés publiques généraux	184
§2. Obligations des fonctionnaires	184
A. Obligations professionnelles	184
B. Obligations morales	184
Chapitre 2. Les moyens matériels et financiers	186
Section 1. Les travaux publics	186
Section 2. Le droit de préemption et de priorité	188
Section 3. L'expropriation	190
Section 4. Les finances publiques	192
Section 5. Les impôts.....	194
Chapitre 3. Les biens des personnes publiques	196
Section 1. La délimitation du domaine public	196
§ 1. Le domaine public immobilier	196
§ 2. Le domaine public mobilier	196
Section 2. L'utilisation du domaine public	198
§ 1. Les utilisations collectives du domaine public	198
§ 2. Les utilisations privatives du domaine public	198
Section 3. La protection du domaine public	200

Partie 3 : Les sujétions des autorités publiques	203
Titre 1. La légalité.....	204
Chapitre 1. Le principe de légalité et la hiérarchie des normes	204
Section 1. La hiérarchie des normes	204
Section 2. Les règles écrites.....	206
§1. La valeur des constitutions et de leurs préambules	206
§2. La valeur des traités et actes internationaux	208
§3. Les textes de forme et de force législative	210
Section 3. Les règles non écrites.....	212
§1. Les principes généraux du droit	212
§2. Les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République	214
§3. Les objectifs à valeur constitutionnelle	216
Chapitre 2. Le pouvoir réglementaire	218
Section 1. Répartition du pouvoir réglementaire entre le président de la République et le Premier ministre. 218	
Section 2. Le pouvoir réglementaire des ministres	220
§1. L'absence de pouvoir réglementaire initial	220
§2. L'extension du pouvoir réglementaire	220
A. Le recours aux circulaires	220
B. Le recours aux directives	220
Section 3. Le pouvoir réglementaire d'autres autorités administratives centrales	222
Section 4. Le pouvoir réglementaire au niveau local	222
Titre 2. Le principe de responsabilité	224
Chapitre 1. La responsabilité administrative parmi les responsabilités de l'administration	224
Chapitre 2. La responsabilité extracontractuelle de l'Administration	226
Section 1. La responsabilité pour faute	226
§1. La qualification de la faute	226
A. La distinction entre faute personnelle et faute de service	226
B. Le problème du cumul	226
C. La faute personnelle non dépourvue de tout lien avec le service	228
§2. Le degré de faute exigé	230
I. L'exemple de la police et la notion de difficulté	230
II. L'exemple hospitalier et le glissement vers le risque	232
A. Les principes initiaux de distinction des activités	232
B. L'unification sous le régime de la faute simple	232
C. L'admission d'une responsabilité sans faute	232
D. L'intervention législative d'un régime général de responsabilité en matière médicale	234
III. Les services publics particulièrement difficiles	236

Section 2. La responsabilité sans faute	238
§1. Les dommages de travaux publics	238
§2. Le risque anormal résultant du danger	240
I. La théorie jurisprudentielle du voisinage dangereux	240
II. Les engins dangereux	240
§3. Les collaborateurs occasionnels du service public	242
§4. La responsabilité du fait des actes légaux	244
Chapitre 3. La responsabilité contractuelle	246

Partie 4 : La transparence et le contrôle des acteurs du droit public 249

Titre 1. La transparence et le contrôle politique des acteurs du droit public	250
Chapitre 1. La transparence administrative	250
Section 1. La motivation des actes administratifs	250
§ 1. Le principe de l'absence d'obligation de motivation	250
§ 2. Les exceptions imposant une obligation de motivation de certaines décisions administratives	250
Section 2. L'accès aux documents administratifs	252
§1. Les restrictions et les documents administratifs non communicables	252
§2. La Commission d'accès aux documents administratifs (CADA)	252
Section 3. La participation du public à l'action administrative	254
§1. La consultation du public préalablement à l'édition de décisions administratives	254
A. La consultation à l'initiative de l'Administration	254
B. La consultation à l'initiative du public	254
§2. Le pouvoir d'adoption des décisions administratives locales	254
Section 4. La transparence juridictionnelle	256
§1. La motivation des décisions de justice	256
§2. Les autres procédés de transparence	256
Chapitre 2. Les contrôles de nature politique	258
Section 1. L'engagement de la responsabilité du Gouvernement	258
§1. La question de confiance du Gouvernement à l'initiative du Premier ministre	258
§2. La motion de censure à l'initiative des députés	258
§3. L'engagement de responsabilité sur un texte devant les députés	258
Section 2. Le contrôle parlementaire du gouvernement sans engagement de sa responsabilité	260
§1. Les questions écrites et orales	260
§2. Les commissions d'enquête et les missions d'information	260
Section 3. La Haute Cour	262
§1. Procédure de destitution du Président de la République	262
§2. Nature de la responsabilité du Président de la République	262
Section 4. La Cour de justice de la République	264
§1. Nature et compétences de la Cour de justice de la République	264
§2. Procédure	264
Section 5. Les immunités parlementaires	266
§1. L'irresponsabilité	266
§2. L'inviolabilité	266

Titre 2. Les contrôles administratifs et juridictionnels des acteurs du droit public	268
Chapitre 1. Les contrôles administratifs	268
Section 1. L'inspection de l'Administration :	
les corps et services d'inspection	268
§ 1. Organisation et rôle	268
§ 2. Les principaux corps et services d'inspection	268
Section 2. Les organismes consultatifs	270
§1. Les modalités de la consultation	270
A. Aspects généraux	270
B. Consultation facultative ou obligatoire	270
§2. La portée de la consultation	270
Section 3. Les recours administratifs	272
§1. Le recours gracieux	272
§2. Le recours hiérarchique	272
Chapitre 2. Les contrôles juridictionnels	274
Section 1. Le contrôle de constitutionnalité	274
A. Contrôle de constitutionnalité des actes réglementaires	274
B. Contrôle de constitutionnalité des lois	274
Section 2. Le contentieux administratif	276
§1. Le contentieux de l'excès de pouvoir	276
§2. Le recours de pleine juridiction	276
§3. Le contentieux de l'interprétation et de l'appréciation de la légalité	276
§4. Le contentieux de la répression	276
Section 3. Le contentieux financier	278
§1. Le contrôle par la Cour des comptes	278
§2. Le contrôle par les chambres régionales des comptes	278
Section 4. Le contentieux devant le juge de l'Union européenne	280
§1. La Cour de justice	280
§2. Le Tribunal	280
Section 5. Le contentieux devant la Cour européenne des droits de l'Homme	282
§1. La Cour européenne des droits de l'Homme	282
§2. La saisine de la Cour européenne des droits de l'Homme	282